

## Georges Bugnet, le malentendu de la modernité

par

Guy Lecomte  
Université de Bourgogne  
Dijon (France)

### RÉSUMÉ

En tant qu'écrivain, Georges Bugnet est assez bien connu. En revanche, on connaît moins bien ce que le jeune Bugnet a vécu dans son pays natal, et comment, bousculé dans ses convictions par la modernité montante, il a choisi de chercher au Canada «l'oxygène» qui lui manquait en France. Bien que le terme de «modernité» ne soit pas nouveau, il a pris depuis 1852 plusieurs acceptions. Nous l'employons ici pour évoquer une ère culturelle nouvelle, une rupture avec un univers mental imprégné de christianisme, bref, un changement de civilisation à la fois tâtonnant et irrésistible. Au début de l'année 1904, en acceptant d'assumer les responsabilités de rédacteur en chef de *La Croix de la Haute-Savoie*, Bugnet s'engageait à en assumer les positions, à les faire siennes; et il n'y a pas manqué. Il convient donc, pour mieux connaître le jeune Bugnet, de porter une attention particulière au contenu de ce journal. Nous y découvrons du même coup quel climat régnait alors dans la France divisée, déchirée en particulier par la querelle relative à la séparation de l'Église et de l'État. Enfin, nous pourrions déceler ce que le Canadien Bugnet doit au jeune Français qu'il fut, et en quoi il s'en est éloigné.

### ABSTRACT

Georges Bugnet is fairly well known as an author. But less is known of the young Bugnet's life in his native country, and of how, disturbed by the rise of modernity, which he found stifling, he chose to seek in Canada the "oxygen" that he lacked in France. Although the term "modernity" is not new, it has had several different meanings since 1852. We use it here to refer to a new cultural era, a break

with a mental universe imbued with Christianity, in a word, a civilizational change, at once uncertain and irresistible. At the beginning of 1904, in taking on the responsibilities of editor-in-chief of *La Croix de la Haute-Savoie*, Bugnet was committing himself to espousing its positions and making them his own, a mission which he faithfully carried out. It is therefore appropriate, if we wish to know the young Bugnet better, to consider the contents of this newspaper with particular attention. At the same time, we shall discover in it the climate that prevailed in a divided France, a country split especially by the quarrel over the separation of Church and State. This investigation reveals not only what Bugnet the Canadian owed to the young Frenchman that he had once been, but also how he distanced himself from that position.

---

Y a-t-il eu deux Georges Bugnet? En France, pendant ses vingt-cinq premières années, un jeune homme intransigeant, cherchant sa voie dans une insatisfaction permanente, ardent défenseur du «catholicisme intégral», et rêvant d'un «ailleurs»... Puis, à partir de sa vingt-sixième année, un homme nouveau, mûri par sa vie de pionnier canadien, et tout imprégné de la paix qu'il a trouvée dans la campagne majestueuse entourant son pauvre *homestead* de Rich Valley?

En tant qu'écrivain canadien, Georges Bugnet est assez bien connu aujourd'hui. Ses œuvres, en particulier ses romans *Nipsya* et *La forêt*, ont fait l'objet de plusieurs éditions et travaux critiques, et de nombreux articles lui ont été consacrés. En revanche, on connaît moins bien ce que le jeune Bugnet a vécu dans son pays natal avant de le quitter, et comment, bousculé dans ses convictions par la modernité montante, le jeune Bourguignon a choisi d'aller chercher au Canada «l'oxygène» qui lui paraissait manquer en France.

Refus de la modernité? Le terme de «modernité» que nous employons ici, n'est pas nouveau. Depuis que Baudelaire l'a utilisé pour la première fois en 1852 pour désigner les nouvelles tendances de la peinture de son temps, jusqu'à la banalité des discours de la fin du XX<sup>e</sup> siècle sur la «postmodernité», quels usages n'a-t-on pas faits de ce terme! Et pourtant, si vague qu'il soit, il nous est utile en ce qu'il permet d'évoquer globalement l'entrée dans une ère culturelle nouvelle et signifie la rupture

avec un univers mental où le christianisme pouvait encore être maître des esprits. Bref, un changement de civilisation à la fois tâtonnant et irrésistible.

Les recherches de Jean Papen concernant la période française de la vie de Bugnet se sont appuyées presque exclusivement sur les entretiens qu'il a eus à Legal avec l'auteur lui-même dans les années soixante, lorsqu'il préparait sa thèse de doctorat – entretiens soigneusement notés par Bugnet dans son *Journal* dès le 29 mai 1962 (Bugnet, 1984). Jean Papen reconnaît l'insuffisance de ses sources:

Faute d'avoir pu vérifier en France même, documents en main et loupe à l'œil, tous les différents faits de la vie de Bugnet avant son arrivée au Canada, j'ai dû me contenter des quelques écrits que l'on retrouve au Canada à ce sujet et des renseignements fournis par monsieur et madame Georges Bugnet eux-mêmes [...] (Papen, 1985, p. 16)

Le biographe de Bugnet a bien remarqué chez ce dernier une tendance à occulter son passé français:

[...] Fait étrange, Bugnet, une fois arrivé au Canada, n'a jamais voulu évoquer dans ses œuvres ses origines françaises pour s'en exalter ou même s'en inspirer. Il préféra adopter l'esprit canadien, devenir Canadien [...] (Papen, 1985, p. 16)

Cherchant à comprendre les raisons de ce «fait étrange», Jean Papen hasarde des hypothèses explicatives vraisemblables, «il semble que...» mais sans être précis. Pour éclairer plus sûrement l'état d'esprit de Bugnet avant son départ pour l'aventure canadienne, il est nécessaire de faire appel à la documentation conservée aux archives municipales d'Annecy: il s'agit de la collection complète du journal *La Croix de la Haute-Savoie*, cet hebdomadaire catholique dont Georges Bugnet fut le rédacteur en chef pendant une grande partie de l'année 1904. La plupart des articles signés de son nom dans ce journal ont d'ailleurs été recensés par Gamila Morcos dans *Albertaines* (Bugnet, 1991, p. 390-391), ainsi que dans le présent numéro (section 1.6.4 de la «Bibliographie», p. 307-309).

En acceptant d'assumer les responsabilités de rédacteur en chef d'un journal catholique aussi ouvertement militant, voire polémique, dans le contexte national de l'époque, Bugnet s'engageait de fait à en assumer les positions, à les faire siennes;

et il n'y a pas manqué. Il convient donc, pour mieux connaître le jeune Bugnet, de porter une attention particulière au contenu de ce journal. Nous y découvrirons du même coup quel climat régnait alors dans la France divisée, déchirée en particulier par la querelle relative à la séparation de l'Église et de l'État. Enfin, nous pourrons déceler ce que le Canadien Bugnet doit au jeune Français qu'il fut, et en quoi il s'en est éloigné.

C'est au début de l'année 1904 que Georges Bugnet accepte l'offre qui lui est faite de diriger le Comité de rédaction de l'hebdomadaire provincial *La Croix de la Haute-Savoie*. Le jeune homme n'a que vingt-cinq ans, mais il n'est pas sans expérience journalistique. On sait que, jusqu'au printemps de 1903, il a travaillé pendant quelques mois comme assistant rédacteur au journal *Le Bien Public* de Dijon, et qu'ensuite, lorsqu'il était étudiant (irrégulier...) à la Sorbonne et qu'il militait au sein de l'Action catholique de la jeunesse française (ACJF), il s'est engagé au service du journal catholique *La Croix*, quotidien national à grand tirage, dont les positions étaient ouvertement hostiles au gouvernement socialiste en place. Au temps de son séjour à Paris, le jeune Bugnet fait figure de «catholique pur et dur». À l'évidence, la crise religieuse qu'il a connue pendant ses études à l'Université de Dijon n'a pas laissé de traces; ou plutôt, à en juger par son ardeur militante pour la défense de l'Église catholique, il a surmonté cette crise, avec le souci de combattre ceux qui mettaient en question l'autorité de l'Église, sa fonction sociale et même le contenu dogmatique de son enseignement. Sur ce dernier point, qui touchait aux fondements mêmes de la doctrine catholique, un fait doit être souligné: c'est à l'intérieur même du catholicisme français, au sein de l'élite des intellectuels catholiques (clercs et laïcs), que s'est développé au début du XX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence de théologiens et exégètes allemands, un important courant qui poussait au réexamen de l'enseignement traditionnel diffusé dans les Églises chrétiennes. Ce courant a engendré une crise profonde, connue sous le nom de «crise moderniste», qui a fortement secoué l'Église catholique en France.

Voilà donc en France deux crises graves, certes fort différentes dans leurs enjeux, mais nées toutes deux, en quelque manière, de la montée en force de ce qu'on a coutume de désigner par ce terme vague mais néanmoins signifiant «la

modernité». C'est dire que Bugnet, défenseur de l'Église catholique et de son orthodoxie, aurait pu se battre sur deux fronts: contre les catholiques modernistes, à l'intérieur même de son Église, et contre les ennemis de l'extérieur, en particulier contre les politiciens anti-cléricaux qui s'acharnaient contre l'Église pour limiter son droit à enseigner et pour la séparer complètement de l'État. C'est dans ce second combat, plus politique que religieux, que Bugnet s'est engagé avec passion. Pourtant, il n'a pu ignorer la crise moderniste, et il nous faut ici évoquer quelques aspects de celle-ci, car elle manifeste effectivement une irruption de la modernité que, par sa formation et son tempérament, Bugnet n'était nullement préparé à accueillir.

Le débat, au sein de l'Église, entre les fidèles qui accueillent telle quelle la doctrine reçue et ceux qui, par raison et rigueur intellectuelle, acceptent le dialogue entre le doute et la foi, n'est certes pas nouveau au temps du jeune Bugnet. On l'a bien vu au Siècle des lumières. Pourtant, en ce début du XX<sup>e</sup> siècle, les progrès des sciences humaines (histoire, psychologie, sociologie, psychanalyse, exégèse, etc.) sont tels qu'il n'est plus possible à des esprits cultivés – croyants ou non croyants – de se satisfaire de discours religieux anciens. Il ne leur est plus possible, par exemple, de faire de la *Bible* une lecture fondamentaliste. C'est là un effet irréversible de la modernité et de son «esprit d'examen»; une mise en question que les Églises ne sont pas, pour des raisons pastorales compréhensibles, disposées à accueillir. Ce décalage est devenu éclatant en 1902, avec la publication du livre d'Alfred Loisy (1904), *L'Évangile et l'Église*, qui révélait le fossé existant entre la théologie traditionnelle d'une part, et les avancées des sciences humaines d'autre part: cet ouvrage fut immédiatement condamné par l'autorité ecclésiastique. C'est précisément ce livre et sa condamnation qui ont déclenché cette tempête intérieure que fut la crise moderniste (Poulat, 1996).

L'expression «crise moderniste» n'apparaît pas dans les articles signés Georges Bugnet. Cependant, nous en trouvons dans l'ensemble du journal assez d'échos, condamnant l'audacieuse critique des intellectuels à l'égard de la religion, pour pouvoir affirmer que le rédacteur en chef a compris l'importance de ce débat interne à l'Église et qu'il y a vu une

grave menace pour l'avenir de la foi. Un esprit moins foncièrement conservateur, moins prompt à rejeter toute manifestation de la modernité, aurait pu pressentir l'intérêt réel, pour la foi elle-même, de cette nécessaire mise à jour de l'enseignement religieux traditionnel; mais Bugnet ne pouvait voir là qu'un signe supplémentaire de la vague d'athéisme, et peut-être de la dégénérescence morale, qui allaient selon lui submerger la France. L'évolution ultérieure de l'Église catholique en France et les progrès apportés par les sciences religieuses à la théologie elle-même ont pourtant montré la fécondité des questions posées par les intellectuels catholiques étiquetés comme «modernistes» et parfois condamnés par leur Église: ce débat a donné lieu à un malentendu que Georges Bugnet n'a pas su éviter.

L'examen des articles écrits par Bugnet dans *La Croix de la Haute-Savoie* révèle dès le premier abord sa combativité sur le plan politique et social, en même temps que la qualité de sa verve polémique. Suivons-le donc dans ses activités de journaliste. Bugnet arrive à Annecy à la mi-février 1904. Jusqu'au numéro du 14 février, sous le titre du journal, *LA CROIX DE LA HAUTE-SAVOIE*, nous lisons cette mention: «*Organe d'action catholique et sociale*», puis: «*Comité de Rédaction, 11, rue Grenette – Annecy*». C'est seulement au numéro suivant, à la date du 28 février, qu'à la place de «Comité de Rédaction», on peut lire: «Rédacteur en chef: Georges BUGNET». Le voici donc installé. Quelle situation locale le jeune responsable trouve-t-il à son arrivée? Le climat de tension qui règne en Haute-Savoie est à l'image du reste de la France, déchirée par les luttes anti-cléricales, et particulièrement par la querelle autour de l'école confessionnelle. Le journal que Bugnet vient animer ne l'a pas attendu pour se trouver engagé dans une bataille acharnée contre les autorités anti-cléricales et tout particulièrement, comme on peut s'y attendre, contre le ministre Émile Combes, qui prépare justement une nouvelle loi sur l'enseignement, dont le projet a été publié le 3 janvier dans *La Croix de la Haute-Savoie*. Il suffit de citer le premier article de ce texte pour comprendre les réactions du journal catholique: «L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux Congrégations». Ce même 3 janvier, comme pour marquer l'opposition irréductible des idéologies en présence, le même journal publiait un *motu proprio* dans lequel le pape Pie X

résumait en dix-neuf articles la doctrine de l'Église «concernant l'action populaire chrétienne». On y trouve des affirmations évidemment incompatibles avec l'idéologie des socialistes au pouvoir en France en 1904. Nous lisons par exemple, à l'article 3:

[...] dans la société humaine, selon l'ordre établi par Dieu, il se rencontre des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, des doctes et des ignorants, des nobles et des plébéiens, qui, intimement unis par un lien d'amour, doivent s'aider réciproquement à atteindre leur fin dernière dans le ciel, et, sur la terre, leur bien-être matériel et moral.

Deux semaines plus tard, à la date du 17 janvier, ce document pontifical fait l'objet d'un article louangeur signé «Fidély». Bugnet, qui s'intéressera particulièrement à la «doctrine sociale de l'Église», n'a pas pu ignorer les publications récentes de son journal. Il en a parfaitement endossé l'esprit, comme le montrent les articles à venir, et l'accord idéologique au sein de l'équipe de rédaction est resté total jusqu'à l'automne.

C'est donc dans le numéro du 28 février 1904 (13<sup>e</sup> année, n° 637), qu'un éditorial signé «Le Comité» marque l'accueil du nouveau rédacteur en chef. Ce texte mérite une attention particulière. Bugnet n'a peut-être pas collaboré directement à sa rédaction, mais on comprendrait mal qu'il ne l'ait pas au moins approuvé. En termes quelque peu ampoulés, l'article indique d'abord comment le jeune homme fut envoyé à Annecy:

La Croix de la Haute-Savoie vient de s'adjoindre un Comité et un rédacteur en chef. C'était nécessaire. Devenue comme un grand fleuve bienfaisant, elle usait à la tâche et débordait peu à peu les forces du Directeur pourtant si habile et si dévoué [il s'agit de l'abbé Mossuz, avec qui Bugnet tombera en désaccord à l'automne] à qui l'on avait confié la mission d'en diriger le cours. On vint à son aide: un comité se forma et fit appel à la grande *Croix* de Paris. Celle-ci, comme un chef bienveillant, voulut bien permettre à l'un de ses bons soldats d'aller aider à sa fille de la Haute-Savoie [...] [Suit alors une profession de foi, qui rappelle l'attachement du journal à] ces idées si belles, si simples, qui mènent le monde depuis vingt siècles. Elles avancent immuables et sereines. Nous les avons suivies. Et voici que nous nous sommes constitués non seulement les défenseurs mais encore les apôtres du catholicisme intégral [...]

Le paragraphe suivant affirme, comme Bugnet le fera à plusieurs reprises, le caractère social du journal:

Aujourd'hui nos adversaires ont tenté de s'approprier le monopole de l'idée sociale. Ils ont tenté de l'opposer au dogme catholique et nous sommes ainsi mis en demeure de revendiquer notre droit de propriété sur elle. Et il ne faut pas que jamais nos adversaires puissent nous lancer, à nous les disciples du Christ qui aima si tendrement les pauvres et les humbles, – nous lancer l'accusation d'avoir une seule fois déserté les intérêts du peuple!

Le «bon soldat» s'est mis immédiatement à l'ouvrage, et dans ce numéro du 28 février, le premier article signé de son nom et intitulé «Riposte à tort et à travers» s'en prend au journal adverse, *Le Progrès de la Haute-Savoie*, coupable d'avoir devancé la loi en préparation, en proposant la suppression du salaire des vicaires. Bugnet exprime son indignation avec une ironie mordante: «C'est une idée, et après tout, quand on n'en a qu'une, on est bien forcé de donner celle-là». Et il émet une contre-proposition: que l'on retire aux instituteurs laïques les fonctions de secrétaires de mairie et qu'on remette aux vicaires «le brin de budget que messieurs les instituteurs cumulent» avec leur salaire. La verve polémique du jeune journaliste est en marche; elle ne s'arrêtera plus.

Mais aussi, il arrive qu'au sein même d'une argumentation polémique, l'écriture de Bugnet prenne une tonalité lyrique inattendue, et l'on découvre alors le futur romancier, en des phrases qui annoncent les meilleures pages de *Nipsya* ou de *La forêt*. Ainsi, dans son éditorial du 6 mars, intitulé «Faisons l'union», le polémiste commence par montrer combien il est nécessaire de faire taire les querelles internes entre catholiques, et il souligne l'enjeu des prochaines élections. Il construit alors son argumentation – comme il le fera plus tard dans nombre d'écrits, et en particulier dans «Ivan et Fédor» et dans *Siraf* – sous la forme d'un dialogue entre deux camarades d'opinions différentes; l'un, qui représente le point de vue de Bugnet, devant finalement parvenir à convaincre l'autre. Voilà donc nos deux compères, François et Nicole, qui discutent en marchant sur la route. François affirme que ne pas faire l'union, «ce serait donner à croire à tous les braves gens qui nous suivent des yeux que la religion de haine de nos adversaires est plus forte que la religion d'amour de l'Évangile». Et voici qu'en contraste avec le

propos polémique, Bugnet confère à sa prose une harmonie inattendue, comme pour annoncer l'accord vers lequel doit s'acheminer la discussion.

La nuit tombait. Le Veyrier massif devenait sombre [...] Les lourds souliers ferrés faisaient toujours chanter la route. Le grand lac continuait son paisible clapotement, comme si les vagues eussent été des lèvres qui baisaient le pied colossal des montagnes. Les deux solides gars ne causaient plus, sentant peser sur leur petitesse la grandeur énorme de la terre. Seul Nicole murmurait tout bas: t'as peut-être bien raison, mon vieux François.

Dans un article du numéro suivant, daté du 13 mars, Bugnet offre au lecteur une prose encore différente. Cet article, intitulé «Éducation et instituteurs», attaque une fois de plus les instituteurs laïques. Là, nous trouvons la fibre moraliste de Bugnet, annonciatrice de certains raisonnements philosophiques développés plus tard dans *Siraf*:

Il y a une énorme différence entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel neutre. Il ne suffit pas d'instruire les hommes pour les rendre meilleurs [...] On n'est pas honnête par le seul fait qu'on est un homme instruit.

Il importe ici de noter que cet article de Bugnet ne figure qu'en deuxième page, et qu'il complète, en en atténuant quelque peu la lourdeur, l'éditorial de la première page, signé «X», où l'on peut lire:

Pour devenir cette grande et noble chose qu'on appelle l'homme, il n'est pas indispensable de savoir que deux et deux font quatre, ni que deux parties égales à une troisième sont égales entre elles, mais il est indispensable de savoir qu'il y a un Dieu créateur et recteur du monde, et que l'homme est doué d'une âme libre, responsable et immortelle. L'éducation qui n'enseigne pas cela, enseignât-elle tout le reste, n'enseigne rien.

L'auteur de ces lignes était-il Bugnet lui-même? On n'ose le penser, à moins que le polémiste n'ait imaginé une sorte de faux dialogue dont la dernière partie, dûment signée par lui, corrigerait quelque peu la faiblesse de la première.

Semaine après semaine, la bataille verbale entre *Le Progrès de la Haute-Savoie* et *La Croix de la Haute-Savoie*, qui a opposé les deux rédacteurs en chef tout au long du printemps 1904, ressemble davantage à un dialogue de sourds qu'à une

discussion conduite en toute bonne foi. Dans le numéro du 10 avril, l'article intitulé «Pharisiens» élargit le champ polémique, et Bugnet dirige ses attaques contre le gouvernement qui vient d'ordonner l'enlèvement des crucifix de toutes les écoles laïques. Mais il n'omet pas, en deuxième colonne de la même page, de publier une «Réponse du Progrès de la Haute-Savoie» et d'y adjoindre un bref commentaire. Il faudra attendre le numéro du 22 mai pour que Bugnet lui-même, dans un bref article intitulé «Pour en finir», ait la sagesse de mettre un terme à cette polémique décidément un peu trop «locale». En fait, la querelle n'est évidemment pas résolue, mais c'est ailleurs que Bugnet entend faire porter ses efforts. Et puis, ne doit-il pas épouser la jeune et jolie Julia Ley dans une semaine à Dijon?

De ce mariage, dont on imagine évidemment l'importance dans la vie de Bugnet, le lecteur ne trouve pas la moindre trace dans le journal savoyard. Discrétion normale, et d'ailleurs d'autant plus compréhensible que ce mariage, célébré dans une stricte intimité, n'a pas fait l'objet d'une approbation familiale unanime. Et puis, comme l'écrit Jean Papan, «Chez un homme plus cérébral qu'émotif, comme Georges Bugnet, il ne faut pas s'attendre à voir ici une histoire d'amour très romantique [...]» (Papan, 1985, p. 25).

Le mariage du rédacteur en chef a donc eu lieu à Dijon, enregistré à la mairie le 29 avril et béni le 30 en l'église Saint-Pierre. Comme si rien ne s'était passé, le lendemain, 1<sup>er</sup> mai, nous lisons dans *La Croix de la Haute-Savoie* un article de Bugnet consacré à la préparation des prochaines élections municipales. Sous le titre «À choisir», l'auteur décrit sans grandes nuances les deux camps en présence: d'un côté, «les politiciens»; de l'autre, «les hommes consciencieux», qui veulent la prospérité de leur commune. Cet article, d'une partialité appuyée, n'est certes pas de la meilleure écriture de Bugnet. Il en sera de même de l'éditorial du numéro suivant consacré au même sujet, intitulé précisément «Les élections municipales». Au fil des articles, l'aversion de Bugnet pour ceux qu'il nomme «les politiciens» se fait plus vive. «Maudite politique!» s'exclame-t-il dans son éditorial du 15 mai intitulé «Au travail». Bugnet a souvent exprimé son dédain à l'égard de la politique et des politiciens. Il refuse que l'on confonde politique et religion; mais en luttant

contre cette confusion, il s’y englué. En réalité, comme on pouvait s’y attendre, ses attaques contre les politiciens visent surtout les partisans de la politique anti-cléricale du gouvernement.

Si l’attachement au «catholicisme intégral» va de pair, chez Georges Bugnet, avec des positions politiques résolument conservatrices, ce serait toutefois une grave méprise que de le ranger parmi les catholiques qui ont gardé la nostalgie de la royauté et restent dans le camp des monarchistes. À plusieurs reprises dans son journal, Bugnet s’affirme un républicain convaincu. Cela était déjà nettement exprimé dans l’éditorial d’accueil du 28 février:

C’est précisément parce que nous sommes catholiques que nous acceptons pleinement et loyalement le gouvernement républicain, par cette seule raison qu’il est l’autorité, – quitte à blâmer ses actes mauvais chaque fois qu’ils se produisent.

C’est là une position dominante dans la bourgeoisie catholique française au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais c’est de fraîche date que ces deux adjectifs, «catholique» et «républicain», ont cessé d’être incompatibles.

Pour comprendre comment une partie grandissante de l’électorat catholique en est venue peu à peu à accepter le régime républicain, il faut se rappeler que, dans cette France divisée en deux camps antagonistes, il y eut de part et d’autre, dès la fin des années 1880, une lassitude et un désir de pacification sociale. Ainsi, le 21 décembre 1890, Jules Ferry, «le père de la laïcité», renonce, par souci d’apaisement, à abolir le Concordat signé en 1801 entre Napoléon 1<sup>er</sup> et le pape. À cette occasion, le ministre déclare:

Dans ma conviction profonde, cette substitution d’un régime nouveau, absolument contraire, non seulement aux croyances d’un grand nombre de Français – il y a quelque chose de plus fort que la croyance – mais aux habitudes, aux traditions de la race, à l’instinct populaire lui-même, ce serait la guerre religieuse apportée non seulement dans la commune par la rivalité plus vive que jamais du maire et du curé, mais la guerre religieuse au sein du foyer domestique, descendant dans les profondeurs du peuple, pénétrant dans la nation tout entière une telle émotion que, véritablement ce serait un acte de folie de courir pareille aventure.

Mais cette accalmie n'a pas duré et, en 1904, alors que Bugnet est rédacteur en chef de *La Croix de la Haute-Savoie*, le gouvernement a repris le projet abandonné par Jules Ferry, ce qui aboutira à la loi du 9 décembre 1905 marquant définitivement la séparation de l'Église et de l'État.

L'année 1890 avait pourtant été riche de promesses pour la paix civile en France. Le 12 novembre, un événement surprenant a entraîné un vaste mouvement de ralliement des catholiques à la République: c'est le fameux «toast d'Alger», au cours duquel le cardinal Lavignerie, recevant des officiers de la marine française, a exhorté ses hôtes à accepter patriotiquement la République et fait exécuter *La Marseillaise* par la musique des Pères Blancs! On parlera désormais du «Ralliement» comme d'un fait majeur dans l'évolution de l'opinion française, et le 16 février 1892, dans une encyclique adressée aux évêques, au clergé et à tous les catholiques de France, le pape Léon XIII déclare:

Lorsque les nouveaux gouvernements [...] sont constitués, les accepter n'est pas seulement permis, mais réclamé, voire imposé par la nécessité du bien social qui les a faits et qui les maintient [...] [Toutefois, dans le même texte, le pape engage] tous les gens de bien à s'unir pour combattre, par tous les moyens légaux et honnêtes, les abus progressifs de la législation.

Cette intervention du pape a pour résultat la division des forces conservatrices, au grand détriment des royalistes; mais dans le même temps, la distinction posée entre «les pouvoirs constitués» et «la législation» encourage les «ralliés» à une vigilance sans concession. Telle est justement, comme nous l'avons vu, l'attitude définie dans l'éditorial du 28 février 1904, où l'on se déclare attentif à «blâmer les actes mauvais» dont le pouvoir se rendrait coupable. Tel était aussi le comportement de quelques maîtres à penser contemporains comme Albert de Mun, fondateur du mouvement de la «Droite constitutionnelle», dont on s'étonne d'ailleurs de ne pas trouver le nom dans *La Croix de la Haute-Savoie*. On n'est pas étonné, en revanche, de lire dans la biographie établie par Jean Papen que Bugnet aurait été influencé par les œuvres de «catholiques de droite» comme «les Vuillot, les de Maistre et les de Bonald» (Papen, 1985, p. 23). Mais ce sont là des auteurs sensiblement différents, bien antérieurs au courant du «Ralliement», et qui, Bonald excepté,

ne semblent pas avoir perçu dans leur signification réelle les signes annonciateurs des changements irrésistibles qu'apporterait la modernité.

Compte tenu de la situation créée dans la décennie précédente et de l'apaisement apporté par le ralliement de la majorité des catholiques à la République, il n'est pas étonnant que la lutte entre conservateurs et progressistes ait repris, plus violente que jamais, lorsque le gouvernement d'Émile Combes, rompant avec ces espoirs de paix civile, est reparti en guerre contre l'Église catholique.

La France coupée en deux, tout juste capable de se réconcilier avec elle-même lorsqu'un ennemi commun se dresse hors de ses frontières: cela semble devenu une situation permanente depuis la Révolution française. En tant que journaliste, Georges Bugnet s'est trouvé à un poste de choix pour observer cette interminable bataille idéologique. Mais en même temps, étant à la tête d'un journal d'opinion, il occupe une position avancée d'où il peut participer au combat, et, dans sa jeune ardeur de catholique militant, il n'y a certes pas manqué. Ses derniers articles ne montrent aucun affaiblissement de sa combativité, en particulier quand il s'en prend au collectivisme ou aux intellectuels collectivistes. Ainsi, dans son article du 11 septembre 1904, «Ferdinand Lassalle», Bugnet se livre contre le collectivisme à une charge qui relève plus de la caricature que d'un regard soucieux d'objectivité. Plus tard, le Canadien Georges Bugnet, reviendra sur ce thème avec deux textes sensiblement différents: en 1938 avec «Ivan et Fédor», cette «pièce-dialogue» présentée dans *Albertaines* par Gamila Morcos (Bugnet, 1991), puis, en 1942, dans un article intitulé «Propagande soviétique» (Bugnet, 1991). Par rapport aux articles écrits par Bugnet en 1904, la force de conviction reste la même, mais le lecteur perçoit une modération nouvelle dans le souci de convaincre, et comme une prise de distance, par rapport à l'ardeur de la période française. La manière dont le journaliste fustige les «catholiques mous», dans son article du 22 mai 1904, intitulé «Le vieux», nous ne la retrouverons que tempérée et comme assagié dans ses écrits canadiens.

Malgré l'âpreté des joutes verbales auxquelles il se livre dans le journal savoyard, Bugnet semble trouver un certain plaisir dans l'art de la polémique. «La bataille est rude», écrit-il

dans son article du 28 août, intitulé «Urgent!». Mais le combat par l'écriture ne semble pas lui déplaire et il ne recule pas devant l'emploi d'expressions peu nuancées ou d'adjectifs «sommaires». Ainsi, nous lisons dans ce même article:

Presque tout l'effort de nos adversaires sataniques (car, qu'ils le sachent ou non, ils sont endiablés, au sens propre du mot) tend à jeter toutes les âmes des enfants hors de l'influence du catholicisme. Il faut donc que tout notre effort à nous tende à les y maintenir [...] Il ne faut pas nous laisser distancer par nos adversaires de peur que dans trois ou quatre ans, nous soyons obligés de gémir: "Ah! Que voulez-vous que nous fassions! Ils ont pris toute la place!"

Mais bientôt le pamphlétaire perçoit un fléchissement dans l'opinion: faudra-t-il se résigner aux changements qu'apporte la modernité? Est-il inéluctable que la France doive se laïciser au point que le christianisme n'y imprègne plus unanimement les esprits? Déjà, cette laïcisation a pris de l'ampleur dans le monde scolaire, avec la construction de certaines d'écoles laïques, en application des lois Ferry. Et dans *La Croix de la Haute-Savoie*, plusieurs voix se plaignent de l'assoupissement ou de la résignation des catholiques. La bataille menée par Bugnet est-elle déjà perdue? Dans le journal du 18 septembre, sous le titre «L'école libre de demain», Bugnet laisse percer une certaine lassitude:

L'hécatombe, chaque jour renouvelée, de nos écoles est une dure leçon. Il faut au moins qu'elle soit profitable par quelque côté. Dès aujourd'hui nous pouvons avouer que la base, sur laquelle nous avons assis l'école, manquait de solidité.

Les numéros suivants donnent en effet l'impression que le rédacteur en chef est sur le point de lâcher prise. Le journal du 25 septembre contient encore un article de Bugnet, «Les points sur les "i"», mais il ne porte que sur une question d'intérêt local: de l'avantage de placer son argent dans une caisse rurale. «C'est autrement pratique que d'envoyer circuler son argent dans les mines d'or du Klondyke, et c'est... plus sûr». Voilà qui mérite d'être remarqué: c'est la première fois que l'on trouve, dans un article de Bugnet, une allusion au Canada! Quand on sait que, dans trois mois seulement, le jeune couple va prendre le bateau pour le Canada, on peut penser que sa décision est déjà prise, que cette aventure occupe la pensée de Bugnet et que la carrière

du rédacteur en chef est déjà virtuellement terminée. De fait, aucun article n'est signé Georges Bugnet dans le numéro du 2 octobre 1904. Le 9, un éditorial substantiel intitulé «Lettre de Rome» rend compte de deux événements simultanés: le Congrès de «La Libre Pensée» à Rome (considéré comme un acte de défi au pape) et le pèlerinage français dans la même ville, avec Marc Sangnier et ses amis du mouvement «Le Sillon». Cet article n'est pas signé de Georges Bugnet, mais d'un mystérieux «G.V.». Il contient un éloge appuyé de Marc Sangnier, et il est très vraisemblable que son auteur, ou du moins son inspirateur, soit le directeur du journal lui-même, l'abbé Mossuz, passionné des idées du Sillon, et en désaccord sur ce point avec son rédacteur en chef. Enfin, ce même numéro du 9 octobre contient les toutes dernières lignes écrites par Bugnet dans ce journal: un court billet, en sixième colonne, intitulé «Encore l'impôt sur le revenu», simple mise au point de son article du 4 septembre sur le même sujet.

Le journal *La Croix de la Haute-Savoie* va encore porter sous son titre la mention: «Rédacteur en chef: Georges Bugnet», dans les numéros des 16 et 23 octobre, mais sans qu'aucun article ne figure sous ce nom. Le 30 octobre, il n'est plus fait mention d'un rédacteur en chef: la mission du «bon soldat» a pris fin. De retour en Bourgogne, Bugnet va pouvoir se consacrer entièrement à la préparation de l'aventure qui l'attend.

Certes, l'expérience d'Annecy n'aura pas été vaine. Georges Bugnet a montré qu'il savait écrire, et même qu'il ne manquait pas d'aisance pour exprimer ses saintes colères de journaliste catholique; mais ce n'était là, après tout, qu'une activité d'intellectuel célibataire. Après ces mois de querelles, de controverses et de tensions locales, on imagine aisément que le jeune homme aspirait à un répit, et que ce n'est pas sans soulagement qu'il a abandonné ses responsabilités de rédacteur en chef. Mais surtout, ayant maintenant décidé de quitter la France pour le Canada en compagnie de sa jeune épouse, quelles exaltantes possibilités s'offraient à lui pour un renouvellement radical de son existence!

Combien de temps durerait cet exil si attirant? Selon la publicité alléchante venue d'Ottawa en vue d'attirer des colons vers l'Ouest canadien, les terres à défricher étaient si riches qu'on pouvait y faire fortune en dix ans. Les jeunes époux

pouvaient donc rêver de revenir en France dans les meilleures conditions, – en espérant toutefois que le pays de Jeanne d'Arc n'aurait pas sombré dans la tyrannie d'un pouvoir totalement livré aux Rouges.

On sait ce qu'il en fut de leurs rêves. Combien plus difficile a été l'aventure, mais combien plus riche aussi. Saint-Boniface, Letellier, Saint-Albert et, finalement, Rich Valley. Voilà l'ancien rédacteur en chef aux prises avec des réalités inconnues: défricher un coin de forêt, travailler la terre, élever des enfants! Et puis, l'insécurité, le froid, la pauvreté, l'isolement. Mais aussi, chez le poète qui se révèle en Bugnet, l'émerveillement devant la majesté de son environnement naturel en Alberta et sa conversion enthousiaste à une «canadianité» définitive.

Personnellement, dès que ma réflexion s'attache à cet admirable pays du Canada, je la sens devenir plus vaste, plus élevée, et j'éprouve une pénétrante émotion, presque charnelle, comme celle d'un amant, qui me secoue tout le cœur [...] (Bugnet, 1991, p. 244-245)

Georges Bugnet a donc trouvé en ce coin perdu de l'Alberta le lieu où il pouvait devenir le plus pleinement lui-même. Et cet accomplissement devait passer par le retour à l'écriture. Alors l'ancien rédacteur en chef a repris la plume, et, dans tous ses écrits canadiens, le lecteur peut percevoir des échos de cette maturation humaine.

Ce nouveau Bugnet est-il vraiment autre, en comparaison du jeune journaliste d'Annecy? Du moins le lecteur peut-il découvrir chez le pionnier une largeur d'esprit grandissante, une capacité d'accueil, une paix intérieure, bref, une sagesse, qui n'est pas sans parenté avec celle qu'il a lui-même appréciée parmi ses voisins de la région de Lac La Nonne, et en particulier parmi les Amérindiens et les Métis. Ainsi, quoique Bugnet soit resté fermement catholique, sa foi religieuse a pris à leur contact une expression moins traditionnelle. Par exemple, étant sensible comme eux à l'action de «puissances invisibles» dans la nature, il les évoque à leur manière, en remplaçant volontiers le mot «Dieu» par «Grand Esprit», «Sagesse éternelle», «Esprit des choses».

Oui, c'est bien là que Bugnet devait se trouver lui-même, dans un Canada non encore envahi par la modernité. Car, aussi

bien à travers les confidences rapportées par Jean Papen, que par la teneur de certains de ses articles publiés dans le volume des *Albertaines*, il est resté méfiant à l'égard de tout ce qui lui paraît annoncer un monde où les êtres humains, s'affirmant seuls maîtres de l'univers, refusant l'existence de forces supérieures aux leurs, niant leurs propres limites, feraient de l'homme le seul dieu de l'homme. Dans l'irrésistible montée de ce qu'on appelle la modernité, ce que Bugnet semble surtout avoir perçu, c'est la menace de cet orgueil anthropocentrique, générateur d'une civilisation déicide. Cette méfiance est restée tenace en lui, depuis le temps où il livrait sa bataille idéologique dans le «vieux pays». Clairvoyance ou malentendu?

## BIBLIOGRAPHIE

- BUGNET, Georges (1984) *Journal (1954-1971)*, Edmonton, Institut de recherche de la Faculté Saint-Jean (University of Alberta), 187 p. [édité et annoté par Georges Durocher et Odette Tamer-Salloum]
- \_\_\_\_\_ (1991) *Albertaines*, Saint-Boniface, Éditions des Plaines et Éditions universitaires de Dijon, 406 p. [anthologie d'œuvres courtes en prose présentée et annotée par Gamila Morcos]
- LOISY, Alfred (1904) *L'Évangile et l'Église*, Bellevue, s. é., 279 p.
- PAPEN, Jean (1985) *Georges Bugnet, homme de lettres canadien*, Saint-Boniface, Éditions des Plaines, 230 p.
- POULAT, Émile (1996) *Histoire, dogme et critique dans la crise moderniste*, Paris, Albin Michel, 739 p.